

**Note argu : le programme économique d'Alain Juppé**

le 06/06/2016

*Alain Juppé, favori des candidats à la primaire des Républicains ex-UMP, a présenté le mois dernier son programme économique pour la France. S'inscrivant dans la droite ligne de la politique économique de François Hollande -favorisant notamment une politique de l'offre- le programme économique d'Alain Juppé se propose de reprendre et d'amplifier des mesures qui, toutes, ont échoué, dans une voie toujours plus libérale, déréglementée, soumise aux recommandations de l'Union européenne et tapant encore plus sur les classes moyennes. Alain Juppé propose donc de faire du Hollande, en pire.*

Alain Juppé le revendique lui-même : son projet économique n'innove pas et reprend pour l'essentiel de vieilles recettes ultra-libérales qui ont fait la preuve de leur échec dans de nombreux pays européens.

Les effets sur la France du projet économique d'Alain Juppé sont potentiellement désastreux. L'origine du mal est toujours la même : il faut adapter à la France à l'Euro, monnaie unique, en se conformant aux recommandations européennes. Dans une interview au journal Les Echos, portant sur son programme économique, Alain Juppé déclare ainsi : « **Je vais prendre la défense de l'euro et de l'Europe et je vais me battre pour eux.** » Les choses sont donc très claires : Alain Juppé se conformera aux exigences européennes, qu'il place au dessus de celles des Français, et adaptera la France à la monnaie unique dans une fuite en avant ultra-libérale très inquiétante.

De là, une série de mesures qui ruineront notre pays et que l'on peut diviser en trois catégories :

- une politique fiscale aggravant toutes les inégalités ;
- une politique budgétaire marquée par une austérité renforcée ;
- une régression sociale sans précédent et le « détricotage » de l'Etat-providence.

- **Fiscalité : les classes moyennes transformées en chair à canon fiscale.**

En matière de fiscalité, Alain Juppé assume vouloir transférer l'effort des entreprises vers les ménages, conformément d'ailleurs à la politique de l'offre déjà mise en place par François Hollande.

Concrètement, le candidat Juppé propose de réduire les charges patronales pesant sur les entreprises, **compensées par une hausse d'un point de la TVA (portée alors à 21%), soit 8 milliards d'euros d'impôts supplémentaires supportés par les ménages, affectant d'autant leur pouvoir d'achat (inflation).**

De même, Alain Juppé projette de ramener le taux nominal de l'impôt sur les sociétés à 30% (au lieu de 38% aujourd'hui en y incluant la surtaxe), ce qui serait une bonne mesure si seulement elle tenait compte de la réalité fiscale de la situation des entreprises dans notre pays. **En effet, les PME payent aujourd'hui environ 40 à 42% d'impôts, quand les grandes entreprises sont à seulement 28%.** Ce n'est donc pas tant une baisse du taux nominal de l'impôt sur les sociétés qui s'imposerait, mais la mise en place d'une vraie progressivité fiscale pour alléger la part supportée par les TPE-PME.

Mais l'injustice fiscale d'Alain Juppé va encore plus loin : **aucun geste**, à l'exception du réhaussement du quotient familial, **n'est prévu à destination des classes moyennes**, alors qu'elles ont subi depuis 2011 (donc sous Sarkozy et sous Hollande) une augmentation de leur pression fiscale de 58 milliards d'euros. **À l'inverse, Alain Juppé s'est engagé à supprimer l'ISF et à alléger la fiscalité sur le capital.**

**Son programme fiscal est donc limpide : tout pour les plus fortunés et les grosses entreprises, rien pour classes moyennes et les TPE-PME.**

- **Politique budgétaire : l'austérité puissance maximale**

Avec environ 100 milliards d'euros d'économies budgétaires et la réduction de 300 000 fonctionnaires en 5 ans, Alain Juppé promet une version dure de l'austérité exigée par Bruxelles.

Selon son projet, les économies devront être réalisées par l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales, en proportion du poids de leurs dépenses dans les finances publiques. **Il s'agit donc d'un partage sans discernement, qui laisse présager des coupes sombres dans des secteurs stratégiques**, comme les programmes de recherche des différents ministères et des organismes publics, ce qu'a déjà essayé de faire François Hollande cette année.

Même chose au niveau des réductions de postes. Cette fois, Alain Juppé promet d'épargner « *les personnels de l'Education, de la Justice, de la Police et de la Défense* ». **Outre que cette promesse semble irréaliste au vu de l'objectif de réduction qui va bien au delà du seul non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux**, elle assure de toute façon des réductions très inquiétantes dans la fonction publique d'Etat et dans la fonction publique hospitalière.

Coupé des réalités, Alain Juppé n'hésite pas à déclarer que « *l'augmentation du temps de travail permettra de compenser la baisse des effectifs* ». **Pour rester sur l'exemple de la santé, on imagine mal comment des hôpitaux sous tension budgétaire pourraient mieux fonctionner avec moins de personnels, travaillant plus longtemps, sans prise en compte de la fatigue physique et psychique de ces derniers.**

Autre signe de sa politique austéritaire, Alain Juppé propose de désengager l'Etat des dernières grandes entreprises nationales qui demeurent dans son giron. **Cette politique, profondément anti-patriote, irresponsable en termes stratégiques, est un fusil à un coup qui ne rapportera rien à l'Etat dans l'océan de ses dettes, et qui en revanche abandonnera aux rapacités d'acteurs privés des secteurs essentiels de notre économie, comme on l'a vu avec les sociétés d'autoroutes scandaleusement privatisées.** Là encore, cette exigence des privatisations est une recommandation de la Commission européenne. Venant d'Alain Juppé, cette proposition ne surprendra pas : rappelons qu'en 1996, alors Premier ministre, il projetait de vendre Thomson à Daewoo pour « un franc symbolique », ajoutant même « Thomson, ça ne vaut rien ! » (sic).

Le Front National tient quant à lui que la France se doit de conserver et de développer un Etat stratège, contrôlant certaines grandes sociétés de service public et venant en soutien, ou en protection, des sociétés les plus stratégiques pour éviter qu'elles ne basculent sous pavillon étranger, avec des conséquences souvent malheureuses pour l'emploi et l'indépendance nationale, comme nous le rappellent les cas récents d'Arcelor-Mittal ou d'Alstom énergie.

- **Retraite à 65 ans, détricotage de l'Etat-providence : les marqueurs d'une régression sociale sans précédent.**

Le recul de l'âge de départ à la retraite à 65 ans, comme proposé par Alain Juppé -de la part d'un homme qui a pris la sienne à 57 ans, opportunément juste avant la loi Fillon en 2003- est caractéristique de la mesure dogmatique prise indépendamment de toutes les réalités économiques et même humaines de la France (**rappelons ainsi que pour la première fois en 2015 l'espérance de vie a reculé dans notre pays**). Là encore, il s'agit d'une recommandation de la Commission européenne.

Du point de vue des finances publiques, dans le contexte de chômage de masse que nous connaissons, particulièrement fort chez les seniors, cette mesure est même foncièrement stupide. **Elle revient à faire supporter par l'assurance chômage des dépenses relevant de la branche vieillesse de la Sécurité Sociale.** En effet, le taux de chômage des seniors est particulièrement élevé dans notre pays. Ces derniers représentent 25% des inscrits à Pôle Emploi et 50% des nouveaux chômeurs.

De même, 1 personne sur 2 partant à la retraite n'est plus en situation d'emploi au moment du déclenchement de ses droits.

**Ces chiffres sont éloquentes et laissent augurer une précarisation croissante des futurs retraités si l'âge de départ à la retraite et la durée de cotisation ne cessent d'être repoussés.** Les femmes risquent par ailleurs d'être plus fortement impactées par cette mesure, puisqu'il est un fait que leurs carrières sont moins régulières que celles des hommes.

**Alain Juppé porte également d'autres propositions, plus nocives encore socialement pour les catégories les plus populaires de la population, mais que manifestement il assume moins.** Pour les connaître dans le détail, il faut donc tendre l'oreille à ceux qui, parmi son entourage, reconnaissent qu'avec un tel programme économique « *les classes moyennes prennent cher* ».

C'est ainsi qu'il est question de geler les prestations sociales (mesure déjà appliquée par François Hollande) afin d'économiser 10 milliards d'euros sur 5 ans, de baisser les APL et les aides au logement, ce qui risque de porter un coup fatal à de nombreux étudiants et ménages pauvres, de baisser la durée et le montant des indemnités chômage et d'économiser 7 milliards d'euros sur les dépenses de l'assurance maladie via des remboursements de soins et de médicaments.

Maël de Calan, l'un de ses plus proches conseillers, a même envisagé « *l'extinction des APL* » et proposé de « *remettre en cause la politique familiale à destination des fonctionnaires et des retraités* ».

- **Conclusion : Alain Juppé sur les traces d'Alexis Tsipras.**

**Le projet économique d'Alain Juppé ressemble à s'y méprendre, dans ses orientations, à celui d'Alexis Tsipras en Grèce,** lequel a fait passer dans son pays la TVA de 13 à 24%, reculé l'âge de la retraite à 67 ans, privatisé à tour de bras, augmenté les impôts des classes moyennes et réduit l'ensemble des prestations sociales. Cette similitude des politiques n'a rien d'étonnant puisque les deux visent à maintenir leur pays dans l'euro, monnaie contre-nature, en suivant les recommandations de la Commission européenne.

Au reste, avec cette politique, la France n'échapperait pas à un fort ralentissement de sa croissance déjà structurellement molle, voire à une nouvelle récession. Si l'on s'appuie sur les coefficients multiplicateurs calculés par l'OFCE, **l'ensemble du plan d'austérité d'Alain Juppé (économies budgétaires, baisses des prestations sociales, hausses d'impôts) réduirait de 3 à 4 points la croissance du PIB français sur 5 ans, par rapport à sa tendance actuelle.**

**Bref, comme en 1995, Alain Juppé, président de la République en 2017, serait un désastre pour la France.**

Auteur : Joffrey Bollée